

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/290 du 8 septembre 2025
portant imposition de mesures d'urgence à la société UTAC GROUP au droit de son
centre d'essais techniques et de certification pour véhicules situé
avenue Georges Boillot sur le territoire de la commune de LINAS (91310)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8-I, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et L.512-20,

VU le code de la santé publique,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 14 décembre 2022 portant nomination de M. Narendra JUSSIEN, professeur de l'institut Mines-Télécom de classe exceptionnelle détaché en qualité de sous-préfet hors classe, Sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de l'Essonne, Secrétaire général adjoint de la préfecture de l'Essonne,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-285 du 29 août 2025 portant délégation de signature à M. Narendra JUSSIEN, Sous-Préfet chargé de mission auprès de la Préfète de l'Essonne, Secrétaire général adjoint de la Préfecture de l'Essonne, assurant l'intérim du poste de Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne et de sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/283 du 28 août 2025 mettant en demeure la société UTAC GROUP de respecter les prescriptions applicables pour son centre d'essais techniques et de certification pour véhicules situé avenue Georges Boillot sur le territoire de la commune de LINAS (91310),

CONSIDÉRANT les dépassements du seuil réglementaire de 100 000 UFC/L en *Legionella pneumophila* sur la tour aéroréfrigérante (TAR) BUGATTI de l'installation, aux dates du 18 novembre 2024, du 19 mai 2025 et du 17 juillet 2025,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas remis totalement à jour son analyse méthodique des risques (AMR) suite au dépassement en date du 19 mai 2025 et du 17 juillet 2025,

CONSIDÉRANT que l'exploitant est toujours dans l'attente de la réception des analyses de l'eau de la salle JAPON alimentant la TAR BUGATTI,

CONSIDÉRANT que les causes des trois dépassements ne sont pas à ce jour clairement identifiées,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a redémarré la TAR BUGATTI sans avoir identifié clairement les causes des dépassements,

CONSIDÉRANT que le site reçoit du public,

CONSIDÉRANT la proximité immédiate d'habitations privées avec le site,

CONSIDÉRANT la détection d'un cas de légionellose sur la commune de Linas le 31 juillet 2025 avec un sérotype identique à celui relevé lors du dépassement du 17 juillet 2025,

CONSIDÉRANT que la comparaison exacte demandée par l'ARS au Centre national de Référence des légionelles est en cours,

CONSIDÉRANT que ce manquement porte gravement atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures d'urgences pour faire cesser rapidement la nuisance,

SUR proposition du Secrétaire Général par intérim de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Arrêté immédiat de la TAR BUGATTI

La tour aéroréfrigérante BUGATTI est mise à l'arrêt, dès la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Actualisation des documents d'exploitation

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant :

- recherche les causes de la prolifération des légionelles dans son installation en réalisant une mise à jour complète de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) conforme aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé ;
- actualise son plan d'entretien et de maintenance journalière en y ajoutant les actions correctives préconisées par l'AMR, sous la forme d'un plan d'action avec tableau de suivi des actions correctives;
- met en œuvre de la stratégie de traitement définie dans l'AMR;
- met en œuvre d'un plan de surveillance avec les indicateurs de qualité physico-chimiques de l'eau d'appoint et du circuit;
- met à jour le carnet sanitaire;
- transmet les analyses de l'eau en provenance de la salle JAPON;
- réalise un test PCR de la TAR BUGATTI;
- réalise l'ensemble des actions et travaux nécessaires identifiés par l'AMR;

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs du respect des dispositions prévues au présent article.

ARTICLE 3 : Remise en service

La remise en service de la tour aéroréfrigérante BUGATTI est conditionnée au respect des dispositions présentées à l'article 2 et est soumise à **une décision favorable explicite** de la Préfète de l'Essonne ;

Pendant au moins deux mois après la remise en service, les analyses de légionelles sont réalisées à une fréquence hebdomadaire.

ARTICLE 4 : Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1^{er} et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.


ARTICLE 5: Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Exécution

Le Secrétaire Général par intérim de la préfecture,
La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile de France,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société UTAC GROUP et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de LINAS.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim



Narendra JUSSIEN